

## NOTE D'INFORMATION

### EXAMEN PROFESSIONNEL pour le recrutement de TECHNICIENS SUPERIEURS DES ETUDES ET DE L'EXPLOITATION DE L'AVIATION CIVILE (TSEEAC) du corps de l'Etat pour l'administration en Polynésie française (CEAPF) Année 2019

#### PERSONNELS CONCERNES :

L'examen professionnel est ouvert aux ouvriers d'Etat, aux assistants et adjoints d'administration de l'aviation civile, justifiant au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen, d'au moins huit années de services effectifs dans les services de la direction générale de l'aviation civile, de l'école nationale de l'aviation civile ou de l'établissement public de Météo-France.

NOMBRE DE POSTES : 01

CENTRE D'EXAMEN :  
Ecrit : Tahiti-Faa'a  
Oral : Tahiti-Faa'a

DATE DES EPREUVES :  
Ecrit : 06 juin 2019, date de métropole  
Oral : 27-28-29 août 2019

DATE OUVERTURE INSCRIPTION : 18 mars 2019

DATE LIMITE INSCRIPTION : 07 avril 2019 à 23h59, heure locale

#### PROCEDURE D'INSCRIPTION

Toute demande de participation à cet examen s'effectuera par voie télématique en vous rendant sur le site : [www.seac.pf](http://www.seac.pf) (rubrique examen professionnel TSEEAC du CEAPF)

Etape 1 : Création de votre compte d'inscription

Etape 2 : Activation de votre compte en cliquant sur le lien qui vous est envoyé à votre adresse mail (*n'hésitez pas à vérifier dans vos SPAMS*)

Etape 3 : Inscription en ligne (saisie des informations personnelles et choix de l'épreuve) et validation (réception d'une notification de pré-inscription à votre adresse mail)

Etape 4 : Pour finaliser votre inscription, les pièces suivantes devront être envoyées par mail sous **format PDF** à l'adresse [seac-pf-dgr-rh-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:seac-pf-dgr-rh-bf@aviation-civile.gouv.fr) :

- 1 état des services
- 1 copie de pièce d'identité

Etape 5 : Réception d'une validation de votre inscription à votre adresse mail.

**IMPORTANT :** les dossiers de candidatures incomplets et/ou qui parviendront après la date limite d'inscription ne seront pas pris en considération.

Les convocations aux épreuves écrites sont à télécharger sur votre compte d'inscription **au moins 15 jours** avant la date des épreuves écrites.

Les résultats seront mis en ligne sur le site internet : [www.seac.pf](http://www.seac.pf)

Les annales des années précédentes sont disponibles sur la gestion documentaire :  
S:\02\_DGR\01\_publi\35\_RH\_paye\10\_RH\Concours recrutements et examens\Annales examen PRO TSEEAC

Pour tous renseignements, veuillez nous contacter par mail à l'adresse  
[seac-pf-dgr-rh-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:seac-pf-dgr-rh-bf@aviation-civile.gouv.fr) ou par téléphone au 40 86 10 15.

## ***I - Le corps des TSEEAC du CEAPF***

### **I.1 - Présentation du corps**

Les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile du CEAPF, forment un corps technique classé dans la catégorie B.

I. - Les TSEEAC du CEAPF sont appelés, sous l'autorité du chef des services déconcentrés en Polynésie française de la direction générale de l'aviation civile, à exercer des fonctions d'encadrement, d'études, d'exploitation, de mise en œuvre des moyens informatiques, d'instruction et d'enseignement.

Ils assurent, notamment, le contrôle de la circulation aérienne sur certains aérodromes (sous réserve d'aptitude médicale) ; ils élaborent et diffusent l'information aéronautique ainsi que les procédures de circulation aérienne et assurent leur mise en œuvre ; ils exercent le contrôle technique d'exploitation du transport aérien public ainsi que la surveillance des transporteurs aériens.

Ils assurent également le contrôle de l'aviation générale, du travail aérien et de la formation aéronautique, le développement et le déploiement des moyens informatiques, la maintenance ou l'exploitation d'équipements électriques et électroniques, l'organisation des services chargés de la logistique, la certification et l'homologation des aérodromes, le contrôle des services chargés de la sécurité incendie ainsi que des prestataires de services navigation aérienne et, en partie, les services d'information de vol et d'alerte dans les centres en route de la navigation aérienne.

Outre les services et établissements relevant de la direction générale de l'aviation civile, les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement public Météo-France ou au bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile.

II. – Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 du décret n° 90-998 du 8 novembre 1990 portant statut du corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne, les TSEEAC titulaires d'une licence de contrôleur de la circulation aérienne, délivrée dans les conditions fixées aux articles R-135-1 et suivant du code de l'aviation civile, assortie d'une qualification de contrôle d'aérodrome à vue ou de contrôle d'aérodrome aux instruments peuvent exercer des fonctions de contrôle de la circulation aérienne dans un organisme de contrôle de la circulation aérienne classé dans les groupes F et G établis par un arrêté signé par le ministre chargé de l'aviation civile. Ils doivent avoir obtenu et maintenu en état de validité les mentions correspondant à l'organisme d'affectation.

III.- Pour réaliser des tâches opérationnelles liées à la sécurité dans les services techniques des centres opérationnels de la navigation aérienne, notamment dans les domaines de l'énergie et de la climatisation, les TSEEAC doivent être titulaires d'une licence de personnel de maintenance et de suivi technique des systèmes de la navigation aérienne répondant aux exigences mentionnées au deuxième alinéa de l'article R. 135-9 du code de l'aviation civile et délivrée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile, complétée des qualifications et autorisations d'exercice exigées par la fonction exercée.

Les TSEEAC titulaires d'une licence de personnel de maintenance et de suivi technique des systèmes de la navigation aérienne exerçant des fonctions, dont la tenue implique l'accomplissement de tâches opérationnelles liées à la sécurité dans les services techniques des centres opérationnels de la navigation aérienne, suivent une formation continue obligatoire. Ces fonctions ainsi que les modalités de cette formation sont définies par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

IV. – Les TSEEAC participent au bon fonctionnement du système de management intégré des organismes de contrôle de la circulation aérienne, à la réalisation des études de sécurité de la navigation aérienne et des espaces aériens, ainsi qu'aux fonctions liées à la prise en compte de l'environnement.

V – Au sein du corps des TSEEAC, seuls les titulaires d'une licence de surveillance en état de validité, délivrée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile, peuvent exercer les missions de contrôle et de surveillance.

Le corps des TSEEAC du CEAPF comprend, outre l'échelon d'élève et les deux échelons de stagiaire, les grades suivants dans l'ordre hiérarchique croissant :

- technicien de classe normale (10 échelons) ;
- technicien de classe principale (8 échelons) ;
- technicien de classe exceptionnelle (8 échelons) ;

## I.2 - Réglementation en vigueur

- Décret n° 66-496 du 11.07.1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;
- Décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié fixant les conditions d'application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;
- Décret n° 93-622 du 27.03.1993 modifié (JO du 28.03.1993) relatif au statut particulier du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;
- Arrêté du 16 mai 2008 relatif aux conditions médicales particulières exigées pour l'exercice de fonctions de contrôle dans le cadre de la licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne
- Arrêté du 13 janvier 2015 fixant le règlement, la nature et le programme des épreuves de l'examen professionnel pour l'accès au corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile.
- Arrêté du 2 novembre 2015 (JO du 14.11.2015) fixant les règles d'organisation générale et le contenu de la formation initiale statutaire des TSEEAC.

## II - Conditions d'inscription

### II.1 - Notion de services exigés

Le calcul des services exigés se fait :

- ♦ pour les agents titulaires : à compter du jour de la nomination en tant que stagiaire ;
- ♦ pour les ouvriers de la DGAC ou METEO-FRANCE : à compter de la date d'embauche ;

**LA DUREE DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE OU DU SERVICE NATIONAL ACTIF EFFECTIVEMENT ACCOMPLI VIENT EN DEDUCTION DE LA DUREE DES SERVICES EXIGES.**

## III - Modalités et déroulement du concours

L'examen professionnel est ouvert, après avis conforme du ministre chargé de la fonction publique dans les conditions fixées à l'article 2 du décret n°2004-1105 du 19 octobre 2004. Cet arrêté est publié au journal officiel de la République française.

L'examen professionnel comporte une épreuve d'admissibilité et deux épreuves orales d'admission.

La nature des épreuves, leur durée et les coefficients qui leur sont applicables sont fixés conformément au tableau ci-après :

Nature des épreuves	Durée	Préparation	Coefficient
<b>ADMISSIBILITE</b>			
I - <u>Epreuves écrites obligatoires</u> (choix d'une épreuve parmi les 5 proposées)			
1.1 – Circulation aérienne (*)	2 heures		4
1.2 – Opérations aériennes (*)	2 heures		4
1.3 – Missions régaliennes (*)	2 heures		4
1.4 – Informatique (*)	2 heures		4
1.5 – Logistique des services (*)	2 heures		4
<b>ADMISSION</b>			
IV - <u>Epreuves orales obligatoires</u>			
1 - Entretien avec le jury	35 minutes	35 minutes	4
2 - Anglais	20 minutes	15 minutes	2
(*) <i>Epreuves pouvant se présenter sous forme de questionnaires à choix multiples.</i>			

**NB : le programme des épreuves figurent en annexe 1**

Lors de l'inscription, les candidats doivent **obligatoirement** choisir une épreuve parmi les cinq proposées à l'épreuve écrite d'admissibilité.

Il est attribué à chacune des épreuves une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient prévu, pour déterminer l'admissibilité des candidats.

Nul ne peut être déclaré admissible s'il n'a obtenu une note au moins égale à 5 sur 20 à l'épreuve écrite obligatoire.

A l'issue des épreuves d'admissibilité, le jury établit, dans l'ordre alphabétique, la liste des candidats autorisés à présenter les épreuves d'admission.

A l'issue des épreuves orales d'admission, le jury établit la liste des candidats admis par ordre de mérite. Ne peuvent être déclarées admises que les personnes ayant obtenu un nombre de points au moins égal à 100 pour l'ensemble des épreuves, une note au moins égale à 5 sur 20 à l'entretien avec le jury et une note au moins égale à 8 sur 20 à l'épreuve orale d'anglais.

## ***IV - Formation initiale et traitement***

Une formation pour partie à l'Ecole nationale de l'aviation civile et pour partie dans les services de la direction générale de l'aviation civile ou au bureau d'enquête et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile ou à l'Ecole nationale d'aviation civile est dispensée, pendant leur période de stage, aux techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile recrutés selon l'une ou l'autre des modalités fixées au troisième alinéa de l'article 1er.

Cette formation, d'une durée d'un an, est organisée en deux parties :

1° Un stage à l'Ecole nationale de l'aviation civile, d'une durée de deux semaines. Ce stage est consacré à l'acquisition de connaissances générales relatives à la direction générale de l'aviation civile et au corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ainsi qu'à la formation en anglais, et participe à l'insertion dans le corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile ;

2° Un stage au sein d'un service de la direction générale de l'aviation civile ou d'un service du bureau d'enquête et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile ou d'un service de l'Ecole nationale d'aviation civile auprès duquel le stagiaire est affecté. Ce stage est organisé dans le cadre d'un plan de formation individualisé validé par le département formation de la sous-direction des ressources humaines de la direction des services de la navigation aérienne, établi en fonction du domaine d'activité du technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile stagiaire. Ce plan de formation, qui comporte des enseignements dispensés par l'Ecole nationale de l'aviation civile, est défini en coordination par le service d'affectation, la sous-direction des ressources humaines de la direction des services de la navigation aérienne et la direction gestion des ressources de la direction de la sécurité de l'aviation civile.

Les agents peuvent effectuer des stages, dans des domaines autres, selon le plan de formation validé par le département formation de la sous-direction des ressources humaines de la direction des services de la navigation aérienne.

1° Pour valider leur année de formation, les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation stagiaires doivent obtenir de leur service d'affectation l'établissement d'un rapport de stage les évaluant favorablement. Ce rapport sera transmis au département gestion de la sous-direction des ressources humaines de la direction des services de la navigation aérienne.

Conformément aux dispositions du décret 27 mars 1993 susvisé, seuls peuvent être affectés sur un poste de contrôleur d'aérodrome, les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation possédant la licence communautaire de contrôleur d'aérodrome de la circulation aérienne, comportant les qualifications de contrôle d'aérodrome à vue (ADV) et aux instruments (ADI) et les mentions linguistiques française et anglaise conformément au règlement (UE) n° 805-2011 susvisé, et déclarés médicalement aptes conformément à l'arrêté du 16 mai 2008 susvisé ;

2° Les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile affectés sur un poste de contrôleur d'aérodrome doivent obtenir, outre un rapport de stage favorable décrit à l'alinéa ci-dessus, les mentions d'unité de leur centre d'affectation. Le stage mentionné au 2° de l'article 9 est consacrée à l'obtention de cette mention d'unité requise, selon le plan de formation en unité (PFU) de l'organisme de contrôle.

Les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile affectés sur un poste d'inspecteur de surveillance doivent obtenir, outre un rapport de stage favorable décrit à l'alinéa ci-dessus, la licence de surveillance et au moins une qualification dans leur domaine d'activité. Le stage, mentionné au 2° de l'article 9 est consacrée à l'obtention de la qualification requise, selon le manuel du contrôle technique (MCT) correspondant.

# ANNEXE 1

## PROGRAMME DE L'EXAMEN PROFESSIONNEL TSEEAC

### ADMISSIBILITE

### EPREUVE ECRITE OBLIGATOIRE

LE CANDIDAT DOIT OBLIGATOIREMENT CHOISIR  
L'UNE DES EPREUVES ENUMEREES CI-DESSOUS

#### **I.1** - **Circulation aérienne** (durée : 2 heures - coefficient 4)

##### Contexte réglementaire international :

Généralités et rôle des principaux organismes : OACI (annexes), EASA (SERA), Eurocontrol.

Réglementation de la circulation aérienne :

##### Les règles de l'air :

- les règles de vol à vue (VFR) : VFR jour, nuit et spécial, avion et hélicoptère. Les conditions de vol VMC ;
- les règles de vol aux instruments (IFR) ;
- les différents calages altimétriques (QFE, QNH, 1013) et les niveaux associés (hauteur, altitude, FL, altitude et niveau de transition) ;
- le plan de vol OACI (obligations, délais, et messages associés) ;
- organisation et classement des différents espaces aériens (contrôlés, non contrôlés, statuts particuliers, ZIT/ZRT, etc).

##### Les services de la CA :

- définitions des trois services et des cinq fonctions ;
- le service du contrôle ; rôles des organismes : le contrôle régional, d'approche et d'aérodrome. Phraséologie ;
- le service d'information de vol ; le service « AFIS » ;
- le service d'alerte, les messages d'urgence ;
- organisation du SAR.

##### L'information aéronautique :

- organisation nationale ;
- l'information permanente, temporaire, le système AIRAC ;
- les cartes aéronautiques (unités, distances, échelles, symboles).

##### L'exploitation de l'aérodrome :

- les différentes aires (manœuvre, trafic, mouvement) ;
- bandes, chemins de roulement, piste (distances déclarées) ;
- balisages diurne et nocturne ;
- les aides radioélectriques sur l'aérodrome (VOR, NDB, ILS).

### Procédures d'approche et d'atterrissage à vue et aux instruments :

- la circulation d'aérodrome (définition et les différentes positions dans le circuit à vue) ;
- les procédures d'approche aux instruments (généralités sur différents types d'approche, segments et repères) ;
- les minima opérationnels (généralités, MFO, valeurs courantes pour ILS CAT1 et GNSS) ;
- cartes VAC, IAC, ARR/DEP.

### La régulation du trafic aérien :

- principes de l'ATFCM ;
- traitement du plan de vol IFR ;
- messages liés à la régulation de débit du trafic aérien.

### Les événements de sécurité de la CA :

- définitions des événements ;
- notification ;
- objectifs et principes du traitement des événements (local et national).

## **I.2 - Opérations aériennes** (durée : 2 heures - coefficient 4)

### Contexte réglementaire international et national :

- OACI (annexes, autres publications,...) ;
- EASA (règlements, directives, ER, IR, CS,...) ;
- les textes français.

### Réglementation pour la navigabilité :

- certificat de type et de navigabilité individuel (CDN) et d'examen de navigabilité (CEN) ;
- bulletin de services (SB) et consignes de navigabilité (CN ou AD) ;
- maintien de navigabilité (EASA PART145/147/66 et Part M/G) ;
- manuel de gestion de navigabilité (MGN) ;
- programme d'entretien (PE) et certificat d'approbation pour remise en service (APRS) ;
- compte rendu matériel (CRM).

### Réglementation relative aux conditions techniques d'exploitation d'aéronefs par une entreprise de transport public :

- champ d'application et définitions ;
- agrément et supervision de l'exploitant ;
- procédures d'exploitation : préparation et conduite du vol, minimum opérationnels ; MNPS, RVSM, ETOPS, RNAV, RNP, LME, LMER, documentation au sol et à bord ; gestion du carburant, Météo et Notam, routes et zones d'exploitation ;
- performances ;
- masse et centrage ;
- instruments et équipements de sécurité/de communication/de navigation ;
- compte rendu d'événements (incidents et accidents) ;
- marchandises dangereuses ;
- sûreté.

### Réglementation relative aux licences et qualifications de membre d'équipage de conduite d'aéronefs et membre d'équipage de cabine :

- membre d'équipage de conduite d'aéronefs : licences et qualifications professionnelles (conditions, privilèges, prorogation et renouvellement) et exigences opérationnelles supplémentaires (contrôle en ligne et hors ligne) ;
- membre d'équipage de cabine : fonctions et qualifications ;
- exigences médicales : classes des certificats médicaux et durées de validité associées
- limitations des temps de vol et de repos.

### Réglementation relative aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale :

- définition ;
- utilisation, limitations, minimums opérationnels, équipements, entretien, documentation ;
- activités particulières : manuel d'activités particulières (MAP) et déclaration du niveau de compétence (DNC) ;
- licences et qualifications nationales ou européennes de pilote privé et exigences opérationnelles supplémentaires pour le travail aérien ;
- exigences médicales : classes des certificats médicaux et durées de validité associées.

### Réglementation relative aux manifestations aériennes :

- réglementation ;
- définition.

### Réglementation relative aux conditions d'utilisation des aéronefs ultralégers motorisés (ULM) :

- réglementation ;
- fiche et carte d'identification ;
- démonstration de conformité.

### Réglementation relative aux conditions d'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord (drones) : réglementation.

### Surveillance des opérateurs aériens (transport public et aviation générale) :

- connaissance des missions de l'Autorité nationale de la surveillance (DSAC) ;
- suivi de la sécurité par la DSAC : agrément, suivi et audit des compagnies aériennes ; suivi du système de gestion de la sécurité ;
- agrément et surveillance des organismes de formation.

### Événements de sécurité et système de gestion de la sécurité des opérateurs aériens :

- recueil : Air Safety Report, Ground Handling Report, rapport d'incident technique, base de données ECCAIRS ;
- analyse : structure au niveau des opérateurs et de la DSAC et actions correctives par les opérateurs aériens et suivi par la DSAC.

## **I.3 - Missions régaliennes** (durée : 2 heures - coefficient 4)

Contexte réglementaire international (annexes OACI, documents OACI, EASA, etc.).

### Sûreté :

- notion de programme national de sûreté (PNS) ;
- textes locaux en matière de sûreté (arrêté préfectoral de police, mesures particulières d'application de l'arrêté de police, programme de sûreté d'aérodrome, etc.) ;
- comité local de sûreté ;
- agrément des agents habilités, des chargeurs connus et notion de fournisseur habilité ;
- zonage de sûreté des aérodromes ;
- dispositifs d'inspection filtrage et de contrôle d'accès ;
- titres de circulation et conditions d'obtention ;
- certification des matériels ;
- sanctions administratives en cas de manquements aux obligations ;
- contrôles de l'Etat.

### Conditions d'homologation et procédures d'exploitation des aérodromes (CHEA) :

- code de référence des infrastructures ;
- les différentes catégories d'exploitation d'aérodrome ;
- caractéristiques techniques des aérodromes ;
- dégagement de l'aérodrome et franchissement des obstacles ;

- caractéristiques physiques ;
- alimentation électrique ;
- équipement en aides visuelles ;
- mesure de la visibilité, de la portée visuelle de piste et de la hauteur de la base des nuages ;
- procédures d'exploitation ;
- opérations de maintenance des installations.

#### Création, mise en service et surveillance des hélistations.

#### Service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA) :

- définitions des moyens (niveaux de protection, dotations) ;
- organisation du service (agrément des personnels chargés du SSLIA, règles et prescriptions techniques relatives aux matériels et aux postes d'incendie du SSLIA) ;
- attestation de conformité des matériels ;
- règles d'intervention (objectif opérationnel, types d'intervention, etc.) ;
- organisation des secours extérieurs - les plans d'urgence.

#### Service de prévention du péril animalier (SPPA) :

- rôle, missions et obligations de l'exploitant d'aérodrome en matière de SPPA ;
- actions curatives et préventives en matière de SPPA ;
- moyens en personnels et en matériels.
- formations des personnels.

#### Certification des aérodromes :

- EASA et principaux textes européens ;
- notion de base de la certification des aérodromes (BR, ER, IR-ADR, CS, AMC, GM, AMOC, ELOS, SC, DAAD, etc.).

#### Environnement :

- ACNUSA ;
- plan d'exposition au bruit ;
- plan de gêne sonore ;
- commission consultative de l'environnement.

### **I.4 - Informatique** (durée : 2 heures - coefficient 4)

#### Informatique, architecture PC et bureautique :

- matériel informatique, architecture fonctionnelle d'un ordinateur, composants internes et périphériques standards ;
- systèmes d'exploitation : généralités, différents systèmes existants, commandes de base, gestion de la mémoire, gestion des entrées/sorties ;
- applications bureautiques : traitement de texte, tableur, présentation, base de données ;
- navigateur internet : définition, utilisation ;
- messagerie électronique : définition générale, Amélia, protocoles.

#### Gestion d'un système d'information :

- systèmes et gestion des sauvegardes ;
- licences : différents types ;
- suivi des matériels et des configurations ;
- bonnes pratiques du système d'information (ITIL) : définition, principes généraux.

#### Programmation :

- structure d'un programme : différents types de variables, exemples d'instructions simples ;
- concept et utilisation d'un sous-programme ;
- connaissance et utilisation de langages procéduraux et de langages objets : principes, différences.



### Système de gestion de base de données (SGBD) :

- les différents modèles de base de données ;
- les objectifs et fonctions assurés par une base de données ;
- le modèle relationnel ;
- le langage de requêtes (SQL).

### Réseaux :

- définitions, topologie, normes et protocoles, matériels, type de réseaux ;
- administration, gestion et supervision ;
- clients/serveurs ;
- internet/intranet/extranet ;
- notions sur les réseaux opérationnels (Renar, Mésange, plate-forme Narcisse,...).

### Sécurité des systèmes d'informations (SSI) :

- le passeport informatique et internet ;
- concept SSI : disponibilité, intégrité, confidentialité, traçabilité ;
- l'organisation de la SSI de la DGAC ;
- les risques informatiques et les techniques de protection.

### Développement d'une application informatique à la DGAC :

- entité en charge du développement d'applications nationales (exemple d'application) ;
- les acteurs et leurs rôles : maîtrise d'ouvrage (MOA), maîtrise d'œuvre (MOE) ;
- le cycle de développement en V.

## **I.5 - Logistique des services** (durée : 2 heures - coefficient 4)

### Finances publiques :

- LOLF ;
- ordonnateurs et comptables ;
- régie d'avances.

### Techniques et procédures budgétaires :

- principes ;
- organes de contrôle (Cour des comptes, Cour de discipline budgétaire).

### Marchés publics :

- réglementation et procédures ;
- infractions pénales (favoritisme, ingérence).

### Gestion des approvisionnements :

- description d'un circuit d'achats dans un service ;
- procédure de réception des marchandises ;
- méthodes de gestion des stocks ;
- valorisation des stocks : théorie et pratique.

### Hygiène et sécurité :

- principe de la prévention des risques
- rôle et responsabilité des différents acteurs publics impliqués dans la prévention des risques ;
- principe de fonctionnement et rôle du CHSCT ;
- prévention des risques dans le cadre d'une intervention d'intervenants extérieurs.

Réglementation et procédures douanières :

- principes douaniers généraux : territoire douanier commun, échanges intracommunautaires et extracommunautaires ;
- les opérations de dédouanement ;
- les régimes économiques : exportation ou importation temporaire, perfectionnement actif ou passif ;
- les incoterms.

**ADMISSION****EPREUVES ORALES OBLIGATOIRES****II.1 - Entretien avec le jury** (durée : 35 minutes – préparation : 35 minutes - coefficient 4)

Au cours d'un exposé de dix minutes maximum, le (ou la) candidat(e) présente son parcours professionnel en faisant ressortir les aspects les plus marquants et en indiquant ce qu'il (ou elle) attend d'une promotion dans le corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile. Cet exposé est suivi d'un entretien avec le jury, de vingt-cinq minutes, ayant pour objet de faire préciser certains points de ce parcours ou de ces attentes et d'évaluer l'aptitude de l'intéressé(e) à exercer les fonctions de technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile.

**II.2 - Anglais** (durée : 20 minutes – préparation : 15 minutes - coefficient 2)

L'épreuve orale de langue anglaise doit permettre de déterminer l'aptitude des candidats à s'exprimer correctement et à comprendre des documents sonores.

L'interrogation du candidat se fonde sur des enregistrements authentiques, en langue anglaise, d'extraits de dialogues ou interviews traitant de sujets d'actualité.

Ces extraits sont chacun d'une durée de deux minutes.